

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 18/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE

Immeuble Le Trident
BP 91013 - 18/20 rue Henri Rivière
76000 Rouen

Références : 20250623 PPC
Code AIOT : 0005800498

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE implanté PARC DU HODE 76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE
- PARC DU HODE 76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE
- Code AIOT : 0005800498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SPEN de Saint-Vigor d'Ymonville est une plateforme de compostage de déchets et de broyage de bois. L'installation est visée par la directive IED au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relative à la valorisation de déchets non-dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/05/2005, article 1.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Déclaration des incidents et accidents	Arrêté Préfectoral du 14/05/2005, article 2.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
5	Préventions des pollutions	Arrêté Préfectoral du 14/05/2005, article 4.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Valeurs limite de rejets	AP Complémentaire du 14/05/2005, article 4.1.9.4	Demande d'action corrective	2 mois
9	Modification notable d'une ICPE	Code de l'environnement du 23/06/2025, article R.181-46	Demande d'action corrective	5 mois
11	Réception des déchets verts, des boues et du bois	AP Complémentaire du 27/03/2006, article 3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 14/05/2005, article 4.1.8	Sans objet
7	Valeurs limites de rejets	Arrêté Ministériel du 14/05/2005, article 4.1.9.3	Sans objet
10	Recyclage et élimination des déchets	AP Complémentaire du 14/05/2005, article 4.3.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Utilisation du compost	AP Complémentaire du 27/03/2006, article 3.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette visite que l'arrêté préfectoral doit être actualisé, au vu des différentes modifications réglementaires et d'exploitation opérées. En outre, l'exploitant projette de mettre en place un pilote pour rejeter l'excédent des eaux du bassin de décantation au réseau. Cette modification de pratique doit être incluse dans le porter-à-connaissance de réactualisation. Enfin, l'exploitant devra porter une attention particulière à l'applicabilité de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED sur le volet rejets aqueux. L'exploitant devra également garantir l'espace réglementaire entre les différentes phases du procédé. L'ensemble des demandes d'actions correctives et de justificatifs sont listées dans le corps du rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2005, article 1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations			
Prescription contrôlée :			
La plate forme de stockage est un établissement classé, soumis à autorisation, au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.			
N° de la rubrique	Désignation de l'activité	A ou D	Capacité
322-B1 et 322-B2	Stockage et traitement d'ordures ménagères et autres résidus urbains	A	Broyage et compostages des déchets organiques 45 000 t/an
2260.1	Broyage, tamisage et mélange de substances végétales, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes étant supérieure à 200kW	A	Un broyeur de déchets vert et bois : 370 kW Un cribleur : 100 kW Total : 470 kW
2170-1	Fabrication d'engrais et supports de culture à partir de	A	Production de compost : 46 t/j

	culture à partir de matières organiques, lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10t/jour		
167-C	Traitement de déchets industriels industriels provenant d'installations classées	A	Déchets de bois (palettes cassées, caisses cassées...) : 5 000t/an
2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas une annexe d'une exploitation agricole (sauf champignonnières), le dépôt étant supérieur à 200 m3	D	Stockage de composte : de 3 285 m ³
1530-2	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant supérieure à 1000 m3 mais inférieure ou égale à 20 000 m3	D	Stockage de bois : 2070m ³
2930	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, d'une surface supérieure à 500 m2 mais inférieure ou égale à 5000 m2	NC	Un atelier de 260 m ²
2920 2	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives	NC	Deux compresseurs d'air: 3.75kW et 5 kW

	pressions effectives supérieures à 10 m3 Pa. comprenant des f l u i d e s n o n inflammables et non t o x i q u e s , l a puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW		
--	---	--	--

A : Autorisation- D: Déclaration-NC : Non classable

Le procédé biologique aérobie est un compostage accéléré sous aération forcée et pilotée en fonction de la température de l'oxygène relevés périodiquement.

L'aération pilotée est mise en place au plus tard au cours de l'année 2006.

L'installation comprend :

- une aire de réception/tri/contrôle des produits entrants ;
- une aire de broyage associée à un dispositif d'arrosage des déchets entrants ;
- une aire de "fermentation" sur laquelle les déchets verts broyés sont disposés sous forme d'andains sur des drains percés de trous dirigés vers le bas et reliés à un ventilateur, piloté par une unité centrale.

Les andains ont une hauteur maximales de 3 mètres ;

- une première aire de "maturation" des déchets verts broyés fermentés constituant la première étape de maturation ;
- une deuxième aire de "maturation" du produit fermenté issu de la première aire de maturation, constituant la seconde étape de maturation;
- une aire de criblage. Les refus de criblage sont réintégrés en tête de procédé ;
- une aire de stockage des composts.

Les différentes aires citées à l'alinéa précédant sont situées à au moins 5 mètres des limites de propriété.

Dans le cas où le compost produit n'est ni homologué ou sous autorisation provisoire de vente au titre des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture, ni conforme à une norme rendue d'application obligatoire relative aux matières fertilisantes ou supports de culture, e composte est éliminé conformément à l'article 4.3.3 du présent arrêté.

Constats :

Nomenclature :

Contexte :

Les rubriques présentées dans l'arrêté préfectoral ne sont plus actualisées au regard de la réglementation actuelle. L'exploitant a présenté, dans son réexamen IED, dont l'instruction a été close via le rapport d'inspection de la visite du 23/09/2022, une dernière version de la nomenclature.

N° Rubrique	Désignation de rubrique	Volume de l'activité	Régime
3532	Valorisation ou un mélange de	Compostage de déchets non -	A

	<p>mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE:</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique 	<p>déchets non-dangereux</p> <p>Quantité de matière traitée : 138 t/j</p>	
2791-1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971.</p>	<p>Quantité de déchets de bois broyés > 10t/j</p>	A
2780-2	<p>Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation.</p> <p>2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de boues</p>	<p>Quantité de matière traitée de 138 t/j</p>	A

	urbaines, de boues de station d'épuration des eaux de papeteries, de boues de station d'épuration des eaux d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1		
2780-3	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 3. Compostage d'autres déchets	Quantité de matière traitée : 138 t/j	A

L'inspection avait acté, par courriel du 13 mai 2016, la demande de bénéfice d'antériorité pour les rubriques 2780 et 2791, mais également pour les rubriques 2260-2-a, 1532-3, 2171.

Éléments de l'exploitant :

Pour la rubrique 2260-2-a, l'exploitant a déclaré que l'activité était toujours présente au droit du site. L'exploitant a déclaré que deux broyeurs pouvaient être présents, le broyeur bois restant sur place, et l'autre venant toutes les six semaines. L'exploitation a déclaré que le criblage était bien réalisé sur place.

L'exploitant a également déclaré recevoir sur site environ 90 m³/an de fumier, ce qui est sous le seuil de la déclaration pour la rubrique 2171. Par courriel du 30/06/2025, l'exploitant a déclaré que l'installation ne recevait plus de fumier, et que le sulfate de potassium était actuellement utilisé en amendement sur le compost, sans stockage sur site, et pour un volume inférieur à 200 m³ (seuil de la déclaration).

La rubrique 1532-3, désignant le volume de matériaux combustibles ou de bois est toujours d'actualité sur site, mais l'exploitant déclare que ces volumes sont toutefois contenus dans la rubrique 2791.

Pour la rubrique 3532, l'exploitant a déclaré que le suivi de quantité de matière traitée était assurée via pesée des camions.

Constats de l'inspection :

L'inspection a constaté la pertinence des rubriques 2791, 2780, et 3532, l'activité au droit du site étant effectivement une activité de compostage. En outre, l'inspection a constaté la pertinence de la rubrique 2260, puisqu'elle a noté sur le terrain la présence de deux broyeurs le jour de l'inspection.

L'inspection a pu constater la présence de l'outil de suivi des quantités entrantes et sortantes du site. L'exploitant a été en mesure d'extraire les quantités pour différents types de déchets.

Analyse de l'inspection :

L'inspection note que la nomenclature présentée dans le cadre du réexamen IED est lacunaire sur certains points, et notamment pour la rubrique 2260 qui doit être conservée au vu de l'activité. L'exploitant doit justifier que le volume de dépôt de fumier est inférieur à 200m³, s'il souhaite ne plus être classé au titre de la rubrique 2171. D'un point de vue général, l'exploitant devra se positionner, dans le porter-à-connaissance demandé à la suite de ce rapport au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, sur les rubriques adaptées à son activité, justificatifs à l'appui.

Substance des installations :

Constats de l'inspection sur le terrain :

L'inspection a constaté la présence d'aires distinctes en fonction des activités. Les déchets reçus sont répartis sur des aires de réception, de tri, de contrôle des produits entrants. L'exploitant a déclaré que le tri était réalisé à la pelle via engins.

Des aires de broyage ont été définies en fonction des déchets (deux broyeurs sont présents sur site pour adapter l'opération au déchet concerné).

L'aire de fermentation est bien présente, où les déchets verts sont bien disposés sous forme d'andains. L'inspection ne peut se positionner sur le fait que les andains sont bien disposés sur des drains reliés à un ventilateur, ce point n'a pas été investigué lors de la visite.

L'inspection a noté la présentation de trois aires de maturation, et de l'aire de criblage. L'inspection a constaté la présence d'une aire de stockage de compost, et une aire de stockage de compost en attente de retour d'analyse.

En revanche, l'inspection a constaté que les différentes aires n'étaient pas toutes espacées de 5 mètres. En outre, l'inspection a constaté que l'amas de compost stocké en attente de commercialisation était en contact avec la troisième aire de maturation (cf. Photos).

Analyse de l'inspection :

L'inspection demande à l'exploitant de matérialiser clairement les limites des aires allouées au procédé, ou de prendre les mesures organisationnelles, afin de garantir que les distances réglementaires de 5 mètres sont bien respectées en tout temps. En outre, l'exploitant devra justifier, sous un mois, de l'espacement de 5 mètres de l'aire de stockage de compost en attente de commercialisation, et de l'aire de maturation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 :

L'inspection demande à l'exploitant, via un porter-à-connaissance détaillé, de clarifier, dans un

délai de cinq mois, la nomenclature pour laquelle l'installation est concernée, justificatifs à l'appui.

Les justificatifs pour la rubrique 2171 doivent également être transmis.

Demande d'action corrective n°2 :

L'inspection demande à l'exploitant de matérialiser clairement, dans un délai de trois mois, les limites des aires allouées au procédé, ou de prendre les mesures organisationnelles, afin de garantir que les distances réglementaires de 5 mètres sont bien respectées en tout temps. En outre, l'exploitant devra justifier, sous un mois, de l'espacement de 5 mètres de l'aire de stockage de compost en attente de commercialisation, et de l'aire de maturation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Déclaration des incidents et accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2005, article 2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des incidents et accidents

Prescription contrôlée :

Les accidents, incidents, pollutions accidentelles, survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement doivent être déclarés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977. Un rapport d'accident, ou sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaires et pour en palier les effets à moyen ou à long terme.

Constats :

Eléments de l'exploitant :

L'exploitant a présenté un tableau recensant les incidents et exercices réalisés sur site.

Départ de feu du 02/07/2024 :

L'exploitant a indiqué qu'un départ de feu avait eu lieu le 02/07/2024. L'exploitant a effectivement transmis à l'inspection, le 9 juillet 2024, une fiche d'incident rédigée le 05/07/2024 pour cet évènement. Le départ de feu a eu lieu sur une chenille. Quatre extincteurs ont été déclenchés, et 4 m³ d'eau du bassin ont été mobilisés. L'exploitant a déclaré que les eaux d'incendie avaient été absorbées par le bois en présence sur le site. En outre, la vanne de barrage est fermée en permanence sur le site. La cause du départ de feu est un dysfonctionnement sur l'alimentation électrique de l'équipement. Cet événement a nécessité l'intervention des pompiers. Leur analyse aboutit à un court-circuit. L'exploitant avait mandaté une expertise pour connaître les causes profondes.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré que le retour de l'expertise avait conclu à une déféctuosité sur le faisceau électrique sur ce véhicule prestataire.

Départ de feu du 31/01/2025 :

L'inspection a constaté dans le tableau des incidents qu'un départ de feu avait également eu lieu le 31/01/2025 sur le compresseur hors-service du broyeur. Cet évènement n'a pas fait l'objet d'un rapport à l'inspection. Cet équipement n'était plus utilisé, mais n'avait pas été démantelé. Il l'a été suite à cet accident.

L'exploitant a déclaré avoir envisagé les actions suivantes à la suite de ces incidents :

- nettoyage tous les jours via soufflage du matériel utilisé ;
- nettoyage hebdomadaire via soufflage des engins.

Analyse de l'inspection :

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les équipements hors service doivent être démantelés sur le site dans les plus brefs délais, dans le but d'éviter que la vétusté soit à l'origine d'évènement accidentels ou de pollution. Dans le cas contraire, ces équipements doivent être traités comme l'ensemble de l'installation, et donc être entretenus et contrôlés de la même manière.

L'exploitant doit formaliser les procédures de nettoyage mises en place à la suite des deux départs de feu, qui doivent être affichées dans les espaces pertinents pour le personnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°3 :

L'inspection demande à l'exploitant de formaliser, dans un délai de trois mois, la procédure de nettoyage incluant les préconisations retenues à la suite des deux incidents sur le terrain en 2024 et 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Elaboration du plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. [...]

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. [...]

Constats :

Eléments de l'exploitant :

L'exploitant a déclaré qu'il avait élaboré son plan de défense incendie.

Analyse de l'inspection :

Dans un soucis de prise d'information rapide en cas de crise, et pour vérifier l'exhaustivité du document au regard de la suite de l'article 5 susmentionné, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre son plan de défense incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande de justificatifs n°1 :</u> L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, dans un délai de trois mois, le plan de défense incendie à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Maitrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maitrise des sinistres
Prescription contrôlée : <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures [...] reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>[...].</p>
Constats : <u>Éléments de l'exploitant :</u> <p>Selon le tableau de suivi fourni, l'exploitant a réalisé des exercices incendie en 2021, 2022 et 2025. Le prochain exercice prévu est planifié en 2027. L'exploitant déclare considérer les cas réels comme étant des exercices. L'exploitant a déclaré qu'une formation avait eu lieu lors du dernier exercice pour la mise en œuvre des moyens incendie.</p> <p>L'exploitant a transmis via courriel du 30/06/2025 les attestations de formation incendie du personnel.</p> <p>L'exploitant a transmis via courriel du 30/06/2025 les derniers contrôles des deux poteaux incendie servant à la sécurité incendie du site.</p> <u>Analyse de l'inspection :</u>

Au sens de l'arrêté susmentionné, un exercice doit être réalisé tous les 3 ans, le cas réel n'étant pas considéré comme étant un exercice au sens de la prescription. Si l'exploitant peut en tirer un retour d'expérience important, il ne se substitue pas à un réel exercice où toute la stratégie incendie est déroulée. En conséquence, et selon l'arrêté susmentionné, l'exploitant était tenu de réaliser un exercice incendie avant fin 2024. Cet exercice n'a pas été réalisé, l'exploitant est donc tenu de réaliser un exercice dans un délai de trois mois afin de vérifier l'opérationnalité de la stratégie incendie. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le compte-rendu de cet exercice.

En outre, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est tenu, de faire un contrôle de ses poteaux incendie tous les ans, comme le rappelle également le Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie du SDIS. L'exploitant n'a pas fourni de contrôle pour 2024, et doit donc fournir un contrôle des poteaux incendie dans un délai de deux mois afin de justifier de sa conformité à l'article 5.9 de l'arrêté préfectoral du 14/05/2005.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°4 :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, dans un délai de trois mois, un exercice incendie et de vérifier ainsi l'opérationnalité de son PDI. L'exploitant lui transmettra le compte-rendu du dernier exercice incendie.

Demande d'action corrective n°5 :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, dans un délai de deux mois, un contrôle des poteaux incendie, afin de justifier de la conformité à l'article 5.9 de l'arrêté préfectoral du 14/05/2005.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Préventions des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2005, article 4.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Préventions des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement ainsi que des eaux d'extinction d'incendie vers le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle vers le milieu naturel ne peut s'effectuer qu'après vérification de la conformité aux dispositions 4.1.9 du présent arrêté et après vérification de l'absence de concentration nocive, de substances dangereuses toxiques ou polluantes.

Dans le cas contraire, ces eaux sont évacuées et éliminées dans des centres dûment autorisés, conformément aux dispositions 4.3.3 du présent arrêté;

A cet effet, les points de rejet sont équipés de vannes de barrage manuelles.

Une vanne by-pass, manuelle et pouvant être actionnée en toute circonstances, ouverte en fonctionnement normal, permet d'évacuer les eaux d'extinction d'incendie vers le bassin de récupération des lixiviats qui fait office de bassin de rétention.

Elle est signalée par une pancarte.

Une consigne doit prévoir sa fermeture en cas d'incendie ou de déversement accidentel

susceptible de polluer le milieu naturel ainsi que la récupération du produit dans les meilleurs délais.

Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

Il sera maintenu un volume libre d'eau d'au moins 300 m³ dans le bassin de récupération des lixiviats dont la capacité totale est de 1700 m³.

Dans le cas où le volume libre serait inférieur à 300 m³, les eaux en surplus doivent être rapidement évacuées soit dans les conditions prévues par l'article 4.1.9.4, du présent arrêté, soit comme des déchets dans les conditions prévues par l'article 4.3.3 du présent arrêté.

L'exploitant tient à jour un registre, éventuellement informatique sur lequel il mentionne :

- le relevé hebdomadaire du niveau du bassin à l'aide d'un équipement installé en poste fixe dans le bassin et la date du relevé,
- la date et le volume des quantités éventuelles de lixiviats pompés par hydrocureur pour élimination soit dans un centre dûment autorisé, soit dans une station d'épuration collective pour traitement, soit au milieu naturel ; cette prestation est réalisée pour l'arrosage.
- la date et le volume des quantités de lixiviats réutilisées pour l'arrosage.

[...]

Constats :

Eléments de l'exploitant :

L'exploitant a déclaré que les eaux de procédé utilisées sur le site circulaient en boucle fermée. La vanne de barrage est fermée en permanence, et les eaux captées sur le site sont redirigées au bassin de rétention, avant d'être récupérées pour l'arrosage des andains. L'eau est acheminée vers les deux bassins de rétention via une pompe de relevage.

L'exploitant a déclaré que les lixiviats en excédent étaient évacués en centre agréé en tant que déchets. Il ne réalise donc pas d'analyse au sens de la prescription susmentionnée, et est tenu de respecter l'article 4.3.3. de l'arrêté susmentionné.

En cas d'incendie sur site, l'exploitant a déclaré que ce centre de valorisation serait utilisé pour l'évacuation et le traitement des eaux. En outre, la vanne étant en permanence fermée, les eaux seraient confinées sur site.

L'exploitant doit garantir un volume libre de 300 m³ dans ses bassins. L'exploitant a montré un compte-rendu de ronde pour lequel l'opérateur a rempli le volume libre du bassin. L'exploitant a dit considérer le nombre de marches libres avant immersion dans l'eau pour l'estimation du volume libre. L'exploitant a déclaré par courriel du 30/06/2025 que le premier bassin avait été curé, et que le contrôle d'étanchéité avait été réalisé, et que le curage du second bassin allait être exécuté.

L'exploitant a également transmis par courriel du 11/07/2025, en aval de la visite, une extraction de son outil de suivi des flux consignant les quantités d'eau et d'effluents réutilisés dans le procédé de compostage. L'exploitant a utilisé 4 536m³ d'effluents dans le procédé en 2024.

Analyse documentaire

En amont de la visite, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention pour l'entretien de la vanne barrage. Cependant cette procédure prête à confusion, puisque le scénario du test décline le besoin de confiner les eaux d'extinction ou un gros déversement accidentel. Néanmoins

l'exploitant a déclaré que cette vanne était fermée en permanence, et l'inspection a noté qu'elle était fermée le jour du site. Ainsi, l'exploitant justifiera avec précisions les cas de figure dans lesquels la vanne serait ouverte et nécessiterait d'être fermée en urgence.

En outre, ce rapport d'intervention ne précise pas quels ont été les critères d'acceptation du test. En effet, l'exploitant doit être en mesure de s'assurer de l'étanchéité de la vanne, d'autant qu'elle permet sur le site de confiner des eaux qui, au vu de leur concentration sur certaines substances, ne pourraient être admises dans le milieu. En ce sens, l'inspection demande à l'exploitant de formaliser le test d'étanchéité en précisant les critères d'acceptabilité.

Le rapport conclut à la réflexion de mise en place d'une signalisation pour indiquer la clé de la vanne barrage. L'exploitant devant être en capacité de confiner les eaux du site en un temps réduit, que ce soit en horaire ouvrés ou non ouvrés, également par les secours, l'accessibilité aux moyens permettant ce confinement doit être garantie. L'exploitant a déclaré sur site vouloir accrocher la clé à proximité de la vanne.

Constats de l'inspection :

L'inspection a constaté la présence de deux bassins de décantation des lixiviats. Les effluents subissent une première décantation dans le premier bassin avant de parvenir au deuxième. Au jour de la visite, l'inspection a constaté que le premier bassin était fortement embourbé. L'exploitant a déclaré que le curage était en cours.

L'inspection a constaté que l'escalier d'accès au bassin était marqué à la 5ème marche. Le niveau du bassin pour le deuxième bassin de décantation est bien en-dessous de cette limite. Pour le premier bassin, le niveau de l'eau était également sous cette limite.

L'inspection a également constaté lors de l'inspection que la vanne de confinement était en position fermée au jour de la visite. En outre, l'inspection n'a pas noté de mouvement d'eau en amont de la vanne. La clé d'actionnement de la vanne n'était en revanche pas à proximité, ni indiquée. Aucune procédure pour la fermeture n'était indiquée.

L'inspection a constaté que les eaux en aval du débourbeur sur site étaient légèrement huilées.

Analyse de l'inspection :

L'exploitant doit justifier que le centre de valorisation est en capacité d'accueillir les eaux incendie en cas de sinistre, comme il le déclare. L'exploitant transmettra donc les éléments le justifiant. En outre, l'exploitant transmettra à l'inspection le CAP pour les eaux de lixiviats destinées au centre de valorisation.

L'exploitant devra fournir à l'inspection le rapport d'intervention concernant le curage du bassin de confinement.

Compte-tenu du fait que l'exploitant n'est pas présent sur site en heure non-ouvrée, le confinement des eaux incendie doit pouvoir être réalisé rapidement par les secours sur place. Toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant dans le but de garantir l'accessibilité et l'actionnement de la vanne si nécessaire. En ce sens, l'exploitant mettra en place la clé d'actionnement de la vanne à proximité, et apposera également à proximité la procédure de fermeture de la vanne conformément à la prescription susmentionnée, en précisant qu'une vérification doit être faite de la position de la vanne avant tout actionnement. En outre, le sens de fermeture et d'ouverture doit être précisé sur la vanne.

Concernant le volume libre du bassin, l'exploitant a transmis à la suite de l'inspection les dimensions des bassins. La longueur est de 31,5m, et la largeur de 13.8m, avec une pente à 33°. Si en première estimation, le repère sur site paraît cohérent, l'exploitant doit justifier la hauteur de marquage retenue.

L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir les rapports d'étanchéité des deux bassins de confinement, avec les bons d'intervention pour les curages.

L'inspection a demandé à le bon de commande concernant le curage des séparateurs à

hydrocarbure, que l'exploitant a transmis par courriel du 11/07/2025. Le bon de commande concerne une intervention le 31/12/2025 pour l'entretien du séparateur. L'exploitant a déclaré réaliser le curage une fois par an.

Si l'exploitant a montré à l'inspection un suivi de la hauteur du bassin, et le suivi des lixiviats utilisés pour l'arrosage, l'inspection lui demande également de justifier du suivi des quantités d'effluents évacuées en tant que déchet vers un centre de valorisation, et de transmettre également le CAP du centre de valorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatifs n°2 :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier, dans un délai de deux mois, les cas de figure dans lesquels la vanne serait ouverte et nécessiterait d'être fermée en urgence. En outre, l'exploitant doit formaliser le test d'étanchéité en précisant les critères d'acceptabilité.

Demande d'action corrective n°6 :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place, dans un délai d'un mois, la clé d'actionnement de la vanne barrage à proximité de la vanne, en l'indiquant. En outre, l'exploitant formalisera sa procédure de fermeture qu'il mettra à côté de cette vanne de manière visible, en spécifiant bien, avant tout actionnement, une phase de vérification de la position de la vanne. Enfin, l'exploitant renseignera sur le terrain le sens de fermeture de la vanne et le sens d'ouverture.

Demande de justificatifs n°3 :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier, dans un délai de trois mois, que le centre de valorisation est en capacité d'accueillir les eaux incendie en cas de sinistre. En outre, l'exploitant transfèrera à l'inspection le CAP pour les eaux de lixiviats destinées au centre de valorisation.

Demande de justificatifs n°4 :

L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir, dans un délai de deux mois, le rapport d'intervention concernant le curage du bassin de confinement.

Demande de justificatifs n°5 :

L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier, dans un délai de deux mois, la hauteur du marquage retenu pour garantir le libre volume de 300m³. En outre, l'exploitant fournira les rapports d'étanchéité des deux bassins de confinement, avec les bons d'intervention pour les curages.

Demande de justificatifs n°6 :

L'inspection demande de lui justifier, dans un délai de deux mois, du suivi des quantités d'effluents évacuées en tant que déchet vers un centre de valorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2005, article 4.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>En particulier, l'arrosage des déchets verts broyés mis en dédains est effectué en priorité avec l'eau recueillie dans le bassin de rétention.</p> <p>L'eau provenant du réseau public d'adduction d'eau potable ou l'eau du canal peuvent être utilisées exceptionnellement afin de compenser les pertes par évaporation du procédé de compostage.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p> <p>A chaque utilisation d'eau pour l'arrosage des andains, le volume utilisé est relevé sur le compteur correspondant.</p> <p>Ces résultats sont reportés sur un registre éventuellement informatisé.</p> <p>Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.</p>
Constats : <p>L'exploitant a déclaré lors de la visite que l'arrosage des andains était fait uniquement à l'aide de l'eau des bassins, et a déclaré ne jamais utiliser l'eau provenant du réseau public. En outre, pendant la saison estivale, l'exploitant a déclaré moins arroser les andains, mais ne pas puiser dans le réseau d'eau potable.</p> <p>Conformément aux articles L.181-14, R.181-46 et R.512-46-23 du code de l'environnement, l'exploitant doit porter à la connaissance de l'inspection toute modification notable de l'exploitation, impactant ou non les prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Cette prescription semble inadaptée au regard des déclarations de l'exploitant.</p> <p>Ainsi, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser un porter-à-connaissance afin de réactualiser sa situation administrative en considérant les modifications opérées sur site par rapport à l'arrêté préfectoral. Le contenu de ce porter-à-connaissance est décrit au point n°6.</p> <p>Un comparatif formel doit être fait avec la situation qui avait été autorisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation.</p> <p>S'il souhaite conserver la prescription, l'exploitant devra prouver sa conformité en présentant son relevé de compteur d'eau et les preuves d'entretien du clapet anti-retour.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p><u>Demande d'action corrective n°7 :</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de fournir, dans un délai de cinq mois, un porter-à-connaissance conformément aux exigences formulées dans la fiche de constat. Si l'exploitant souhaite conserver cette prescription, il transmettra les preuves de sa conformité à celle-ci, en transmettant une extraction du relevé de compteur d'eau, et les justificatifs d'entretien du clapet anti-retour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites de rejets**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/05/2005, article 4.1.9.3**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement et rejets d'effluents-eaux pluviales polluées**Prescription contrôlée :**

Un réseau de collecte des eaux de lavage des engins et véhicules et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées provenant notamment des aires de stationnement, de la zone d'approvisionnement en hydrocarbures et des voiries, délimitées par un point haut du reste du site doit être aménagé.

Ces eaux sont dirigées vers un décanteur-séparateur d'hydrocarbures à obturation automatique correctement dimensionné avant rejet au milieu naturel.

En cas de pluie importante (fréquence décennale), ce décanteur traite les premiers mètres cubes d'eaux, les plus chargés.

Les installations d'évacuation d'eaux pluviales sont conçues pour évacuer les eaux en cas de forts orages

(fréquence décennale), soit une débit maximal de 180 m³/j.

Les eaux résiduaires après traitement doivent respecter les caractéristiques suivantes:

- pH compris entre 5,5 et 8,5 selon la norme NFT 90008;
- température inférieure à 30°C.

Paramètres	Concentration maximale instantanée (flux maximal journalier pour un débit de 180m ³ /j	Norme	Fréquence de contrôle
MEST	100mg/l (18kg/j)	NF EN 872	Annuelle
DBO ₃	100mg/l (18kg/j)	NFT 90103	Annuelle
DCO	300mg/l (54 kg/j)	NFT 90101	Annuelle
Hydrocarbures totaux	10 mg/l (1.8 kg/j)	NFT 90114	Annuelle

Par ailleurs, la modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange avec les eaux extérieures au site, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Constats :**Contexte :**

Dans son dossier de réexamen WT, l'exploitant a déclaré que l'installation n'occasionnait pas de rejets aqueux.

Eléments de l'exploitant :

L'exploitant a déclaré pendant la visite que l'installation ne disposait pas de réseaux séparés pour la gestion des eaux pluviales polluées. L'ensemble des eaux sont collectées, avec les eaux de procédé, dans le réseau de collecte interne au site et dirigées vers les bassins de décantation pour réutilisation dans le procédé. Comme vu précédemment, l'exploitant évacue ces eaux en tant que déchets vers un centre agréé en cas de surplus.

Durant la visite l'exploitant a néanmoins déclaré vouloir mettre en place une station de traitement interne au site avant de rejeter les eaux dans le réseau. Ce point sera approfondi au point suivant.

Analyse de l'inspection :

L'inspection remarque que l'obligation des réseaux séparés était présente dans l'arrêté ministériel du 02/02/1998 jusqu'en 2017, et que l'Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED prescrit cette séparation à son article VII.c.

L'exploitant devra se positionner vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susmentionné dans le porter-à-connaissance demandé au point précédent.

Néanmoins, au vu du fonctionnement actuel, la prescription est inadaptée. Toutefois le projet pilote annoncé aura vocation à modifier le fonctionnement actuel. Les éléments devront être portés dans le porter-à-connaissance. Ce point est approfondi au point suivant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°8 :

L'inspection demande à l'exploitant, dans le porter-à-connaissance demandé au point précédent, d'être attentif à l'applicabilité des prescriptions des arrêtés ministériels en vigueur concernant la gestion des effluents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limite de rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/05/2005, article 4.1.9.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de lixiviats

Prescription contrôlée :

4.1.9.4 - Eaux de lixiviats

Dans la mesure où un excédent de lixiviats se produit, l'exploitant procédera :

- soit au rejet vers le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration),
- soit au pompage du bassin par une société spécialisée pour traitement dans une station d'épuration collective,
- soit au pompage du bassin par une société spécialisée pour traitement dans un centre de traitement de déchets industriels spéciaux dûment autorisé.

Sans préjudice des autorisations de déversement dans le réseau public, les rejets d'eaux de lixiviats doivent respecter les caractéristiques suivantes :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou traitement dans une station d'épuration collective, les caractéristiques doivent être respectées :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 selon la norme NFT 90008 ;

- température inférieure à 30 °C.

b) Dans le cas du traitement dans une station d'épuration collective, les caractéristiques suivantes doivent être respectées :

Paramètres	Concentration maximale instantanée (flux maximal journalier)	Norme
MEST	600 mg/l	NF EN 872 NFT 90105
DBO ₃	800 mg/l	NFT 90103
DCO	2000 mg/l	NFT 90101
Azote total ⁽¹⁾	150 mg/l	NF EN ISO 25663 et NF EN ISO 10304-1
Phosphore total ⁽²⁾	50 mg/l	NFT 90023
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	NFT 90114
Plomb	0,5 mg/l	NFT 90027
Chrome	0,5 mg/l	NF EN 1233
Cuivre	0,5 mg/l	NF T 90 022
Zinc et composés	2 mt/l	FD T 90112

(1) exprimé en N-l'azote total comprend l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé, cela correspond à la somme de l'azote mesuré par la méthode de dosage Kjeldahl(NF EN ISO 25 663) et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates (NF EN ISO 10304-1).

(2) exprimé en P

L'exploitant justifie que l'infrastructure collective d'assainissement est apte à traiter les lixiviats dans de bonnes conditions.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) , les caractéristiques suivantes doivent être respectées :

Paramètres	Concentration maximale instantanée (flux maximal journalier)	Norme
MEST	100 mg/l	NF EN 872 NFT 90105
DBO ₃	100 mg/l	NFT 90103
DCO	300 mg/l	NFT 90101
Azote total ⁽¹⁾	30 mg/l	NF EN ISO 25663 et NF EN ISO 10304-1
Phosphore total ⁽²⁾	10 mg/l	NFT 90023
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	NFT 90114
Plomb	0,5 mg/l	NFT 90027
Chrome	0,5 mg/l	NF EN 1233
Cuivre	0,5 mg/l	NF T 90 022
Zinc et composés	2 mt/l	FD T 90112

(1) et (2) : voir au bas du tableau situé au paragraphe b de l'article 4.1.9.4 du présent arrêté.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentrations.

Constats :

Comme cela a été précisé au point précédent, les eaux de lixiviats, au même titre que l'ensemble des effluents aqueux, sont collectées pour être envoyées au bassin de rétention. Le surplus est ensuite envoyé au centre de valorisation dédié en tant que déchet.

L'exploitant fonctionne donc en circuit fermé, sans évacuation au milieu naturel ni vers une station collective.

L'inspection a demandé précédemment que l'exploitant justifie de l'acceptabilité des déchets au sein du centre de valorisation.

Néanmoins, lors de la visite, l'exploitant a mentionné la mise en place d'un pilote, afin de tester l'efficacité d'une mini-station à l'intérieur du site, dans le but de rejeter au réseau.

Analyse documentaire :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis en aval de la visite par courriel du 11/07/2025 l'offre concernant ce projet.

Cette offre indique que la quantité d'effluents à traiter serait de 5 500 m³, et l'offre présente des concentrations pour plusieurs paramètres, pour lesquels les concentrations vont pour certains au-delà des VLE (Valeurs Limites d'Emissions) prescrites dans l'arrêté préfectoral, et donc bien au-delà de ceux de l'arrêté ministériel 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

L'inspection rappelle à l'exploitant que dans le cadre de son projet, l'exploitant sera tenu de respecter les valeurs limite d'émission de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, en priorité par rapport à l'arrêté préfectoral du site. L'offre précise bien que ces valeurs sont à considérer. L'inspection rappelle à l'exploitant que pour les paramètres non réglementés par des arrêtés ministériels ultérieurs sectoriels, les VLE de l'arrêté préfectoral s'applique.

L'offre spécifie que la mise en place d'un traitement adapté nécessite l'essai d'un pilote qui traiterait de 80 à 120 l/h. L'offre précise que les essais seraient réalisés de mai à septembre 2025.

Analyse de l'inspection :

Les articles L.181-14, R.181-46 et R.512-46-23 du code de l'environnement imposent à l'exploitant de porter à la connaissance de l'inspection toute modification notable réalisée sur le site. L'exploitant vise le rejet des effluents actuellement traités sous forme de déchets au milieu naturel, cette modification constitue un changement d'exploitation. En outre, les concentrations étant pour certaines largement supérieures aux VLE applicables, l'exploitant devra justifier de la conformité de ses rejets à la réglementation en cours. L'exploitant doit réaliser un porter-à-connaissance concernant ce projet, en fournissant l'ensemble des éléments descriptifs et nécessaires à la compréhension des enjeux et des impacts environnementaux. L'inspection demandera à l'exploitant de réaliser à minima des mesures mensuelles des rejets, et bimensuelles les deux premiers mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°9 :

L'inspection demande à l'exploitant de fournir, dans un délai de deux mois, un porter-à-connaissance concernant la mise en place du pilote.

En outre, en cas de poursuite du projet, l'exploitant veillera à porter les éléments à la connaissance de l'inspection avant la mise en œuvre.

Demande d'action corrective n°10 :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, à partir de la mise en service du pilote, des mesures a minima mensuelles sur les paramètres réglementés, et bimensuelles pour les deux premiers mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Modification notable d'une ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/06/2025, article R.181-46

Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative

Prescription contrôlée :

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 :

1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :

a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;

2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :

a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un

établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'un certain nombre de prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ne semblait plus être en adéquation avec l'activité sur site. Entre autres, et comme vu aux points précédents :

- la nomenclature du site n'est pas à jour : la dernière version de la nomenclature transmise lors du réexamen IED ne correspond plus à la nomenclature de l'arrêté. En outre, l'inspection a constaté que le classement pour certaines rubriques devait être éclairci.

- Pour l'article 4.1.8 de l'arrêté préfectoral du 14/05/2005, l'exploitant a déclaré ne pas puiser dans le réseau d'eau potable pour arroser les andains. L'exploitant doit donc se positionner vis-à-vis de cette prescription dans son porter-à-connaissance. S'il souhaite conserver la prescription, il devra justifier de sa conformité.

- Pour l'article 4.1.9.3 de l'arrêté préfectoral du 14/05/2005, l'exploitant a déclaré ne pas occasionner de rejets. Ceci avait déjà été formalisé dans le dossier de réexamen. En outre, l'inspection a constaté que l'installation n'était pas dotée de réseaux séparés pour la gestion des effluents, puisque toutes les eaux du site (process, pluviales et potentiellement incendie) sont redirigées vers le bassin de confinement. L'exploitant n'ayant pas de rejets actuellement, la prescription semble caduque. Néanmoins, l'exploitant voulant mettre en place un pilote, la prescription redeviendra applicable, mais devra être réactualisée, au regard des prescriptions imposées via le réexamen IED et l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, notamment en termes de VLE, et de réseaux séparés. L'exploitant devra développer ce point dans son porter-à-connaissance.

- Pour l'article 4.1.9.4 de l'arrêté préfectoral du 14/05/2005, l'exploitant a noté que les lixiviats étaient actuellement tous collectés au bassin de confinement, et que l'excédent potentiel était évacué en tant que déchet. Néanmoins, le projet pilote devant être mis en place, l'exploitant doit se positionner sur le maintien de la prescription, en prenant également en compte les prescriptions de l'arrêté du 17 décembre 2019.

L'inspection procédant par sondage lors de ces contrôles, le récolement de l'arrêté préfectoral n'a pas été entièrement effectué. L'exploitant devra donc se positionner, dans son porter-à-connaissance, sur l'ensemble des prescriptions de son arrêté préfectoral.

Ainsi, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser un porter-à-connaissance afin de réactualiser sa situation administrative en considérant les modifications opérées sur site par rapport à l'arrêté préfectoral :

- en réalisant un récolement de l'arrêté préfectoral afin de se positionner sur ce qui est applicable, et sur ce qui est obsolète compte-tenu de l'évolution de ses activités ;
- en réalisant un comparatif avec l'ensemble des arrêtés ministériels applicables, afin de statuer sur les exigences applicables, du fait des évolutions réglementaires, sur l'installation ;
- en justifiant, pour chaque demande de modification sur les prescriptions, l'origine de la demande et de la modification, et l'absence de régression du risque d'un point de vue accidentel et/ou chronique.

Un comparatif formel doit être fait avec la situation qui avait été autorisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation.

Porter-à-connaissance de 2025 :

L'exploitant a transmis le dossier de porter-à-connaissance le 10/03/2025, concernant une nouvelle activité de transfert sur le site. Les déchets seraient des déchets résiduels, du carton, des plastiques, gravats et ferraille. L'exploitant mentionne la mise en place de blocs de béton autour de ces zones de transit, REI 120.

Enfin, l'exploitant mentionne que le gisement sera local.

L'exploitant s'engage à respecter l'ensemble des prescriptions imposées par l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique n° [...] 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats de l'inspection :

L'inspection a constaté la présence de la zone, à l'endroit prévu au Sud des bassins. L'inspection a constaté également la présence de murs construits par empilement d'une hauteur de 4 blocs REI 120 autour de la zone.

Analyse de l'inspection :

L'article 5 de l'arrêté du 6 juin 2018 prescrit "Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m^2) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120."

La zone se trouve en limite de propriété, donc l'exploitant doit justifier qu'il n'y a pas d'effets extérieurs au site, via modélisation. En outre, cette modélisation permettra de fournir une hauteur maximale à ne pas dépasser en fonction de la hauteur des murs coupe-feu, pour ne pas occasionner d'effets à l'extérieur. En outre, l'inspection rappelle à l'exploitant l'article 13.IV du même arrêté "La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres".

Sous réserve que l'exploitant justifie que les effets incendie restent confinés à l'intérieur du site dans le porter-à-connaissance susmentionné, l'inspection pourra inclure ces modifications dans un arrêté préfectoral consolidé à la suite de l'instruction dudit porter-à-connaissance.

En outre, l'exploitant déclare qu'une détection incendie était à l'étude sur la plateforme bois et les zones de transit. L'exploitant a transmis par courriel du 11/07/2025, à la demande de l'inspection, un schéma d'implantation de détecteurs incendie, qui recouvre en partie la zone de transit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande d'action corrective n°11 : L'inspection demande à l'exploitant de fournir, en lien avec les points précédents, et dans un délai de 5 mois, un porter-à-connaissance récolant la situation administrative du site tel que décrit dans la fiche de constat susmentionnée, et justifiant l'absence d'effets thermiques à l'extérieur concernant la nouvelle zone de transit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 10 : Recyclage et élimination des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/05/2005, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement. A cet effet, un registre sur lequel sont rapportées les informations suivantes est tenu à jour : <ul style="list-style-type: none"> - natures et quantités des déchets de l'établissement en distinguant les déchets d'emballages, - classification des déchets suivants le décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets, - dates des différents prélèvements pour chaque type de déchets, - identité des entreprises assurant les enlèvements de déchets, - identité des entreprises assurant le traitement, - adresse du centre de traitement , mode d'élimination, - les termes du contrat de cession passé avec l'exploitant agréé ou l'intermédiaire déclaré pour les déchets d'emballage ; le contrat mentionne la nature et les quantités de déchets d'emballage pris en charge. Ce registre doit être tenu à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant tenait effectivement une compatibilité régulière des déchets produits sur le site. L'inspection a constaté que les déchets sortants étaient de la ferraille (mélange acier, bois, clous) (114 tonnes produites en 2024), du bois (11 889 tonnes produites en 2024), et d'autres déchets provenant du tri mécanique des déchets classés 19 12 12 au sens de la codification des déchets (72,02 tonnes produites en 2024). Le suivi assuré regroupe l'ensemble des informations prescrites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Réception des déchets verts, des boues et du bois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/03/2006, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets verts, des boues et du bois
Prescription contrôlée :

Les boues de stations d'épuration doivent être analysées, après échantillonnage conformément à la norme NF U 44-108 (boues des ouvrages de traitement des eaux usées urbaines, boues liquides) ou équivalente selon les fréquences définies dans les tableaux ci-dessous :

Nombre d'analyses de boues lors de la première année :

TONNES De matière sèche fournie (hors chaux)	<32	De 32 à 160	De 161 à 480	De 481 à 800	De 801 à 1600	De 1601 à 3200	De 3201 à 4800	>4800
Valeur agrono- mique des boues (1)	4	8	12	16	20	24	36	48
As, B	/	/	/	1	1	2	2	3
Eléments - traces métalliques (2)	2	4	8	12	18	24	36	48
Composés organiques (3)	1	2	4	6	9	12	18	24

(1) : % de matière sèche : % de matière organique ; pH, azote global, azote ammoniacal (en NH_4) ; rapport C/N ; phosphore total(en P_2O_5) ; potassium total (en K_2O) ; magnésium total (en MgO) ;

oligo-éléments (Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn).

(2) : Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, somme des métaux Cr+Cu+Ni+Zn.

(3) total des 7 principes PCB (28,52,101,118,138,153,180), Fluorantène, Benzo(b)fluotanthène, Benzo(a)pyrène.

Nombre d'analyses de boues en routine dans l'année :

TONNE S D e matière sèche fournie (h o r s chaux)	<32	De 32 à 160	De 161 à 480	De 481 à 800	De 801 à 1600	De 1601 à 3200	De 3201 à 4800	>4800
Valeur agrono- mique d e s boues	2	4	6	8	10	12	18	24
Elémen- t s - traces métalli- ques	2	2	4	6	9	12	18	24
Compo- s é s organiq- ues	1	2	2	3	4	6	9	12

Les teneurs en éléments traces et composés traces organiques des boues de stations d'épuration doivent respecter les valeurs limites des tableaux 1a et 1b (cas général) de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2005.

Constats :

Contexte :

Lors de la dernière inspection, l'exploitant avait déclaré réaliser systématiquement une analyse des boues de STEP lorsque celles-ci proviennent d'un client occasionnel. L'inspection des installations classées avait demandé à consulter les analyses d'échantillonnage réalisées en 2022 sur les boues en provenance de la commune de TOUQUES, client permanent, dont la quantité de matières sèches fournies a été estimée le jour de l'inspection à 650 tonnes, soit une prévision à

900 tonnes environ sur l'ensemble de l'année 2022. L'exploitant a présenté deux rapports d'analyses datés des 31 mars et 18 août 2022 portant sur l'ensemble des paramètres prescrits. Or, au vu de la quantité annuelle projetée, dix analyses auraient dû être réalisées concernant la valeur agronomique des boues, neuf pour les éléments métalliques et quatre pour les composés organiques. Suite à la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées un devis daté du 26 septembre pour la réalisation de huit analyses d'ici à la fin de l'année.

Eléments de l'exploitant :

L'exploitant a déclaré lors de la visite avoir fait réaliser 5 mesures lors de l'année 2025, et viser 7 mesures. L'exploitant vise une quantité de matière sèche fournie de 520t pour l'année.

Analyse de l'inspection :

Au regard du tableau de la prescription susmentionnée, pour cette quantité visée, l'exploitant doit réaliser 8 analyses pour la valeur agronomique des boues, 6 analyses sur les éléments-traces métalliques et 1 analyse sur les composés organiques. L'inspection demande à l'exploitant d'ajuster sa planification conformément à la prescription. En outre, l'exploitant transmettra les analyses d'ores-et-déjà réalisée dans un délai de trois mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°12 :

L'inspection demande à l'exploitant d'ajuster, dans un délai de trois mois, sa planification d'analyses pour réaliser le nombre réglementaire pour l'année 2025.

Demande de justificatifs n°7 :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, dans un délai de trois mois, les analyses de boues d'ores-et-déjà effectuées en 2025

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Utilisation du compost

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/03/2006, article 3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets verts, des boues et du bois

Prescription contrôlée :

Dans le cas de l'incorporation de boues de stations d'épuration dans les déchets verts, l'exploitant doit procéder à des analyses sur chaque lot de compost contenant une fraction de boues de stations d'épuration commercialisable par un laboratoire extérieur, selon les fréquences suivantes :

1. analyses trimestrielles de chaque paramètre déclaré sur l'étiquetage effectuées sur des échantillons représentatifs de chaque lot de compost commercialisé;
2. analyses semestrielles et lors de toute modification dans l'origine ou la nature des matières premières utilisées, des teneurs limites en éléments traces et en micro-organismes d'intérêt sanitaire du composte commercialisable, suivantes :

Tableau des teneurs en éléments-traces métalliques dans le compost contenant une fraction de boues de stations d'épuration

Eléments traces	Teneurs limites (en mg/kg MS)
Arsenic (As)	18
Cadmium (Cd)	3
Chrome total (Cr)	120
Cuivre (Cu)	300
Mercure (Hg)	2
Nickel (Ni)	60
Plomb (Pb)	180
Selenium (Se)	12
Zinc (Zn)	600

Tableau des teneurs limites en micro- organismes d'intérêt sanitaire dans le compost contenant une fraction de boues de stations d'épuration

Micro-organismes d'intérêt sanitaire	Toutes culture sauf cultures maraîchères	Cultures maraîchères	Méthodes d'analyses normalisée
Agents indicateurs de traitement			
Escherichia coli	10^4 /g M.B	10^3 /g M.B	NF V08-053
Clostridium perfringens	10^3 /g M.B	10^2 g M.B	NF V08-056
Entérocoques	10^5 g M.B	10^5 g M.B	NF T 90-432
Agents pathogènes :			
Oeufs d'helminthes viable	Absence dans 1 g de M.B	Absence dans 25 g de M.B	En cours
Listeria monocytogènes	Absence dans 1 g de M.B	Absence dans 25 g de M.B	NF V 08-055

monocytogènes	M.B	de M.B	
Salmonelles	Absence dans 1 g de M.B	Absence dans 25 g de M.B	NF ISO 6579 NFV 08-052

3. analyses annuelles, et lors de toute modification dans l'origine ou la nature des matières premières utilisées, des tests de minéralisation et de caractérisation du potentiel de stabilité et des teneurs limites en composés traces organiques du compost commercialisable, suivantes

Tableau des teneurs limites en composés-traces organiques dans le compost contenant une fraction de boues de stations d'épuration

Micro-polluants organiques	Teneurs limites (en mg/kg MS)
Total des 7 principaux PCB ¹	0.8
Fluoranthène	4
Benzo(b)fluoranthène	2.5
Benzo(a)pyrène	1.5

¹ PCB 28,52,101,118,138,153,180

Les résultats de ces contrôles doivent être inférieurs aux valeurs limites définies dans les tableaux ci-dessus du présent article, consignés par écrit et tenus à la disposition des services compétents pendant une période de 10 ans à compter de la fabrication du produit.

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de la visite les cinq derniers résultats d'analyse sur les lots de compost contenant des boues de station d'épuration. Les dates de prélèvements pour ces rapports d'analyse sont : le 29/11/2024, le 17/02/2025, le 04/10/2024, le 23/04/2025, le 17/04/2024.

Analyse documentaire :

Par sondage, pour le rapport concernant le prélèvement du 17/02/2025, l'inspection constate une conformité sur les paramètres métalliques. Les valeurs limites d'émissions considérées pour l'escheria coli sont celles destinées à toutes les cultures sauf maraîchères. L'inspection n'a pas noté de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

B.-Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.

C.-A l'exception de ceux intrinsèques aux équipements, les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur des locaux à risques, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés des locaux à risques par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis, en amont de la visite, les trois derniers rapports d'inspection annuels des installations électriques. L'exploitant vérifie bien ses installations électriques à une fréquence annuelle.

Analyse documentaire :

Le rapport de vérification du 06/02/2025 liste un certain nombre de limites de contrôle :

- Le pouvoir de coupure n'a pas été vérifié en l'absence de note de calcul ;
- La continuité des moteurs de ventilation n'a pas été vérifiée.

En outre, un certain nombre de documents relatifs aux installations électriques n'ont pas été transmis lors de la vérification.

Le rapport liste également un certain nombre d'observations dont une est classée en urgence U1. Il s'agit d'une protection contre les contacts directs d'un coffret électrique de circuits terminaux. Cette observation avait été formulée pour la première fois en 2023. Le caractère d'urgence U1 est défini comme étant un écart technique concernant la protection des personnes et nécessitant une action corrective immédiate compte tenu du risque présenté.

Les autres observations sont priorisées selon des indices allant de U2 à U3, qui sont des indices de moindre urgence.

Eléments de l'exploitant :

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que les moteurs de ventilation avaient été remplacés, et également que l'observation U1 allait être résolue, le coffret de remplacement étant commandé. Par courriel du 11/07/2025, l'exploitant a transmis le procès verbal de réception de travaux de levée de conformité des observations formulées dans le rapport.

Concernant le suivi des observations, l'exploitant a déclaré qu'il se chargeait lui-même de programmer les interventions sur la base directe des observations formulées dans le rapport. L'exploitant a transmis le Q18 de son installation par courriel du 07/07/2025, publié le 06/07/2025.

Ce Q18 conclut à l'absence de risques d'incendie ou d'explosion sur le site, et trace une vérification complète des installations.

Analyse de l'inspection :

Seules les 5 premières observations sur 7 sont notées levées dans le rapport d'intervention transmis pour la levée des observations, l'inspection demande donc à l'exploitant de lui transmettre les justificatifs de levée des observations.

En outre, l'inspection suggère à l'exploitant de formaliser le suivi des observations via un tableau de suivi, afin de pouvoir visualiser l'avancée sur la résolution de ces observations.

Par transmission du Q18 et du PV de travaux, l'exploitant a justifié de son avancée sur les sujets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°13 :

L'inspection demande à l'exploitant de lever, dans un délai de six mois, les observations formulées dans le dernier rapport de vérification, et en particulier l'observation caractérisée d'urgence U1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois